

Déclaration liminaire CTA du 10 avril 2020



Madame la Rectrice,
Mesdames et messieurs les membres du CTA,

Quatre semaines après le début du confinement, l'Unsa-Éducation Limousin tient à saluer le travail des personnels de l'Académie de Limoges. Nos collègues sont méritants. Ils ont remarquablement s'adapter à la crise sanitaire. Leur investissement quotidien est fort pour faire en sorte que le moins d'élèves possible ne décrochent.

Pourtant, malgré notre forte présence, notre ingéniosité pour maintenir la motivation, nous faisons le constat de l'essoufflement des familles que ce soit en éducation prioritaire, en ruralité, en milieu urbain, périurbain, dans le premier ou le second degré. Nous faisons face à de plus en plus de familles qui sont en train de lâcher petit à petit et cette situation nous inquiète particulièrement. L'enseignement à distance montre clairement ses limites et la prolongation du confinement va avoir des répercussions pour nos élèves qu'il ne faudra pas minimiser. La fracture numérique ajoute de réelles difficultés et isole un peu plus certaines familles. Aucune solution n'est apportée par notre académie pour pallier cette problématique puisque la plateforme de La Poste qui aurait pu être une solution ne fonctionnera finalement pas. Nous l'avons appris le 8 avril par la DSDEN de Haute-Vienne et nous déplorons encore une fois des effets d'annonce fruit d'une impréparation de notre ministère.

En évoquant les effets d'annonce, l'Unsa-Éducation souhaite à nouveau dénoncer la méthode Blanquer. Chaque intervention du ministre dans les médias se traduit par de nouvelles annonces, de nouvelles injonctions à faire toujours plus sans prise de recul sur cette « *continuité pédagogique* » dont tous les enseignants savent qu'elle peut être redoutable pour un très grand nombre d'élèves parce qu'il manque les interactions en classe, celles qui permettent d'identifier et de clarifier le sens des tâches accomplies et de transformer des contenus en connaissances et compétences. Le ministre se dit conscient du creusement des inégalités. Pour y remédier, il annonce sans aucune concertation avec les personnels « *des cours particuliers pendant les vacances, à distance et gratuits, seuls ou en petits groupes* ». Ainsi, les difficultés créées par l'enseignement à distance devront-elles être résolues par davantage d'enseignement à distance ? Ainsi, pourrait-on assurer pendant les vacances la continuité pédagogique qu'on n'a pas réussi à mettre en place pendant la période scolaire ? Ainsi, 6 heures de soutien à distance pendant les vacances pourraient-elles permettre de raccrocher les 5 à 8% d'élèves « *perdus de vue* » ?

Il serait aussi temps que ce ministre ait plus de respect pour les personnels en s'adressant d'abord à eux avant de faire de nouvelles annonces à chaque rendez-vous médiatique.

Sur la question des examens, l'Unsa-Éducation a défendu une approche pragmatique. Le choix du contrôle continu est difficile mais il a le mérite de la simplicité et de la clarté pour les élèves et leur famille. Pour autant, plusieurs points devront être précisés au plus vite.

Pour le DNB, son attribution est validée sur la base de la maîtrise des domaines du socle et non sur la base des moyennes disciplinaires.

Pour le bac général et technologique,

- Concernant l'oral de français, nous nous interrogeons sur le bien-fondé de maintenir cette épreuve. Le nombre de textes à présenter reste très important. Est-ce raisonnable au vu de la durée du confinement ? Comment assurer la sécurité sanitaire des candidats et des examinateurs ?
- Concernant les jurys, quelles procédures seront mises en place pour assurer l'harmonisation du contrôle continu ? Sous quelle forme se réuniront-ils en cas de confinement prolongé ? Selon quel calendrier ?
- Pour le baccalauréat technologique, assurer une valorisation du projet dans lequel les élèves s'investissent et qui joue un rôle important dans la réussite à l'examen reste à définir.

Pour les diplômes professionnels, des précisions sont à apporter sur :

- la prise en compte des PFMP/stages en entreprise et leur durée minimale pour obtenir le diplôme. Un message clair aurait rassuré les élèves et leurs familles.
- la prise en compte du « livret scolaire » annoncée par le ministre correspond-elle à la prise en compte des notes de contrôle continu en complément des notes de CCF déjà obtenues ?
- les épreuves facultatives seront-elles prises en compte ? Sous quelle forme ?
- l'évaluation liée à dernière période de PFMP sera-t-elle neutralisée ?
- Enfin, le ministre n'a pas mentionné l'oral de contrôle du bac pro. Est-ce un oubli ?

Concernant l'objet plus précis de ce CTA, nous faisons le constat qu'aucun poste n'est créé dans le second degré. Alors que la démographie est en hausse, que le confinement va créer des besoins pour les années à venir, le second degré est le grand oublié du ministère. Nous dénonçons cette situation.

Dans le premier degré, la dotation complémentaire de 25 postes n'est pas suffisante à elle seule pour passer à 24 élèves toutes les classes de grande section de notre académie. Le ministre a voulu éviter d'embraser la ruralité en ces temps confinés mais avec 25 postes, d'autres fermetures seront réalisées dans nos départements dès la semaine prochaine en CTSD. Derrière cette annonce, l'Unsa-Éducation craint la suppression de postes de PDMQC, de RASED (pour ce qu'il en reste), d'ERUN... Ce sont bien les postes qui permettent un apport qualitatif qui vont être visés. Par exemple, nous ne comprendrions pas la fermeture de postes d'ERUN alors même que les professeurs des écoles travaillent actuellement à distance, alors même que des ENT devront être installés dans les écoles pour faire face à de nouvelles pandémies. De même, pour réduire les écarts que provoque le confinement, nous aurons plus que jamais besoin de RASED ou de PDMQDC.

Enfin, nous faisons le constat que cette dotation est insuffisante car elle ne tient pas compte des problématiques structurelles de nos départements. L'hyper-ruralité de la Creuse, la forte ruralité de la Corrèze et de certains territoires de la Haute-Vienne imposent des moyens conséquents. Le retard de la Haute-Vienne, en termes d'encadrement, est une réalité que vous refusez de voir. Pourtant, Madame la Rectrice, avant le confinement, il y avait 900 élèves sans remplaçant chaque jour dans ce département. Nous le disons à nouveau. Cette situation est indigne de l'école de la République. Il serait temps que vous en teniez compte dans l'intérêt des élèves et de leurs enseignants.

Vive l'école publique.

